

# L'Humanité Rouge

Proletaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

0,50F

Adresse : B.P. 365  
75064 Paris Cedex 02  
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES  
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Numéro spécial  
d'ESSAI  
mardi 29 avril 1975

## USINE KODAK (Vincennes)

# Une victoire contre le P«C»F

Les élections des délégués du personnel viennent d'avoir lieu à l'usine Kodak de Vincennes. Elles marquent un échec cinglant de la ligne social-fasciste du P«C»F et une victoire des travailleurs. Dans cette entreprise, à la suite du travail politique des marxistes-léninistes dénonçant par tracts, brochures, discussions, la ligne social-fasciste du P«C»F et de la CGT et leur rôle de 5<sup>e</sup> colonne du social-impérialisme, les révisionnistes ont refusé de représenter notre camarade Patrick Guillaume comme candidat aux élections passant par-dessus la volonté des travailleurs qui approuvaient son activité syndicale de classe visant à leur permettre de prendre en main eux-mêmes leurs luttes. Les révisionnistes ont maintenu leur décision malgré une pétition qui a recueilli 220 signatures exigeant qu'il soit présenté. Le camarade est alors passé à la CFDT et une intense lutte politique s'est développée sur l'entreprise, où les révisionnistes pour se justifier n'ont pas tiré moins de trois tracts qui par leur mépris de la classe ouvrière considéraient les travailleurs comme manipulés par les marxistes-léninistes.

L'enjeu de ces élections était clair :

- permettre aux travailleurs de s'exprimer malgré le social-fascisme de la CGT,
- permettre aux travailleurs de se prononcer également sur la lutte politique qui traversait ces élections,
- permettre aux travailleurs de prouver que loin d'être «manipulés», ils étaient tout à fait capables, en ayant tous les éléments de jugement en main, de se déterminer syndicalement et politiquement.

Les révisionnistes du P«C»F viennent donc de récolter les fruits de leur politique social-fasciste sur Kodak ; à la suite de leur refus de présenter notre camarade sur les listes et du passage de celui-ci à la CFDT, ont eu lieu les élections ; leurs résultats sont sans appel : la CGT perd un siège (un titulaire, un suppléant) dans la maîtrise, un siège (idem) chez les employés, un siège (un titulaire) dans le collège ouvrier. La CFDT gagne trois sièges, la CGT en perd quatre, la CFDT progresse par rapport à ses voix de l'an dernier de 60 % (80 % dans le collège ouvrier), la CGT baisse de 16 % (plus de 20 % pour le collège ouvrier).

Les travailleurs de Kodak ont apprécié à sa juste valeur la propagande cégétiste pour les élections : «c'est le syndicat qui décide de la liste des candidats. Il compose ses listes de façon démocratique par discussion avec les syndiqués : c'est la démocratie syndicale» (tract CGT). Socialisme en paroles, fascisme en actes. C'est une victoire des travailleurs auxquels la CGT refusait le droit de donner leur avis sur les candidats à présenter.

Il est non moins certain aussi que le travail politique fait à cette occasion, où les marxistes-léninistes ont été constamment à l'offensive dans la dénonciation du social-impérialisme, du social-fascisme, et pour l'indépendance nationale, a eu des répercussions dans cette élection: Bien loin de couper les marxistes-léninistes de l'usine des travailleurs, ce travail a permis de commencer à clarifier les choses auprès d'un certain nombre de gars ce qui les a renforcés dans leur opposition à la CGT, appareil d'encadrement fasciste et instrument de préparation à l'agression social-impérialiste de l'URSS. La lutte est donc bien engagée, les responsables révisionnistes de la CGT ne pouvaient cacher leur abattement devant l'échec politique que les travailleurs viennent de leur faire subir.

Les communistes marxistes-léninistes de l'usine.

## L'esprit de Munich

«Le camarade Brejnev nous a reçus de façon directe, franche, avec un réel ton de sympathie. J'ai eu la profonde impression qu'il est animé d'une conviction quasi viscérale de la nécessité de la paix». C'est en ces termes que Mitterrand a rendu compte de son entrevue avec Brejnev. Il contribue ainsi à démobiliser notre peuple, à émousser sa vigilance. Car enfin, alors que Brejnev et les siens occupent la Tchécoslovaquie, renforcent leur arsenal militaire, massent leurs troupes aux frontières de l'Europe de l'Ouest, se préparent à l'agression, Mitterrand, lui, affirme que Brejnev veut la paix.

Peut-être «oublie»-t-il que ce sont les chars du «camarade» Brejnev comme il dit qui ont assassiné de jeunes patriotes dans les rues de Prague ?

Mitterrand n'est-il pas semblable à ces dirigeants socialistes et radicaux qui autrefois déclaraient : «M. Hitler veut la paix» ?



# 1<sup>er</sup> MAI

## MANIFESTATION

# PARIS - 10 H BASTILLE

## ESPIONNAGE SOVIETIQUE EN GRANDE BRETAGNE

Selon la presse britannique, Alastair Steadman, ancien capitaine de la «Royal Air Force» britannique, a été arrêté et jugé pour avoir tenté de transmettre une information secrète sur le bombardier stratégique britannique «Vulcain» à un fonctionnaire du consulat soviétique entre le 16 février et le 11 mars. Le service britannique de contre-espionnage a en effet découvert des microfilms d'informations secrètes réalisés par Steadman. Les faits prouvent que les activités du fonctionnaire soviétique étaient «préjudiciables à la sécurité et aux intérêts de l'état».

«Selon un rapport de l'institut londonien de l'étude des conflits, le personnel soviétique en Europe occidentale a augmenté de 50 % au cours des dix dernières années, totalisant plus de 2 000 personnes, dont 45 % sont des espions, 72 % des diplomates soviétiques sont des espions.

«Depuis des années, la Grande-Bretagne est un important objectif de l'espionnage soviétique en Europe de l'ouest. En 1970 et en août 1971 Alec Douglas-Home, secrétaire d'état au Foreign Office et au Commonwealth du gouvernement conservateur, avait par deux fois écrit au ministre des affaires étrangères soviétiques Gromyko, dénonçant les activités d'espionnage de grande envergure de l'Union soviétique en Grande-Bretagne, et l'avait averti que le gouvernement britannique prendrait des mesures dans les limites de sa juridiction. Par la suite, 105 «diplomates» ou autres fonctionnaires soviétiques en poste en Grande-Bretagne furent expulsés en septembre 1971 en raison de leurs activités d'espionnage.

Du fait de l'intensification de la rivalité entre les deux superpuissances en Europe, les activités d'espionnage soviétiques en Grande-Bretagne sont chaque année devenues plus fébriles. Selon la presse britannique, dans les airs, les satellites et les avions soviétiques surveillent de près les îles britanniques sur mer, des instruments de contrôle soviétiques installés sous les eaux enregistrent

les mouvements des navires britanniques et de ses alliés. A de nombreuses reprises, des bateaux-espions et de sous-marins soviétiques ont fait intrusion dans des ports militaires britanniques et dans la zone entourant les puits de pétrole de la mer du nord pour recueillir des renseignements militaires ou économiques. Un grand nombre d'agents du KGB (comité d'état de la sécurité) et d'espions militaires, sous divers déguisements, déplaçant des activités insidieuses et clandestines sur le territoire de Grande-Bretagne. La presse britannique a révélé que certains d'entre eux n'avaient reculé devant aucun moyen pour subtiliser des secrets militaires concernant la Grande-Bretagne de l'OTAN, tandis que d'autres cherchaient à obtenir des renseignements techniques concernant le «concorde» et autres types d'avions de ligne que la Grande-Bretagne et la France construisent en commun, ou à saboter l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun et l'unité de l'Europe de l'ouest.

«Les activités d'espionnage soviétiques menacent la sécurité des pays d'Europe occidentale. Des agents soviétiques ont été la cible d'attaques dans toute l'Europe ces dernières années. De début 1971 à juin 1974, on compte 322 agents secrets soviétiques expulsés ou découverts en Grande-Bretagne, en Italie et dans sept autres pays d'Europe occidentale.

«Les faits sont plus éloquents que les discours. La conduite des révisionnistes soviétiques montre clairement que tout en parlant bruyamment de «l'amitié dans tous les domaines», ils sont engagés en réalité dans des activités d'espionnage maritime, aérien et terrestre, tant sur les plans militaire et politique qu'économique ou autres. C'est dans le seul but de tromper la vigilance des pays et des peuples d'Europe occidentale à l'égard de leur infiltration et de leur expansion qu'ils parlent à profusion de «détente» et «d'amitié».

## Dépêches

**RIAD** : la conférence au sommet de Riad, qui est d'une grande importance, a aidé à resserrer les rangs arabes et à éliminer les différends et à rendre les relations arabes plus étroites que jamais, a déclaré le président égyptien Anouar Sadate lors d'une interview qu'il a accordé à un correspondant du journal «Al Akhbar».

Le président a fait cette déclaration à l'issue de la conférence de Riad à laquelle ont participé les chefs d'état d'Arabie Saoudite, d'Egypte, et de Syrie.

**BUCAREST** : Julius Nyerere, président de la République unie de Tanzanie, a effectué du 21 au 24 avril une visite officielle et amicale en Roumanie. Voici un extrait du communiqué commun signé entre les deux gouvernements :

«Il existe des manifestations de la politique de domination et de diktat de l'impérialisme, du colonialisme et du néocolonialisme et il est nécessaire de former un large front

à l'échelle nationale et internationale et d'unité toutes les forces sociales progressistes en vue de mettre fin immédiatement à la vieille politique impérialiste de puissance et d'oppression».

**GUINEE** : la Guinée a signé la Convention de Lomé, accord commercial et économique signé le 28 février à Lomé, capitale du Togo, entre 44 pays en voie de développement d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la communauté économique européenne.

**NEPAL** : la décision unilatérale du gouvernement indien d'augmenter les prix des produits exportés vers le Népal à partir du 1er avril, décision considérée comme une pression politique à l'égard du Népal, est vivement condamnée par divers commentateurs parus récemment dans la presse népalaise. Celle-ci critique également la violation du traité de commerce et de transit népal-indien, dont le gouvernement indien cherche à tirer bénéfice au dépens des autres.

## DE PHNOM PENH LIBERE :

### PREMIER MESSAGE DE KHIEU SAMPHAN

En cette occasion où notre peuple dans l'ensemble du pays célèbre vivement et de façon incomparable et accueillie avec allégresse cette grande victoire historique et prodigieuse, au nom du FUNK ayant Samdech chef de l'état Norodom Sihanouk comme président, du GRUNC ayant Samdech Penn Nouth comme premier ministre et du commandement général des FAPLANK, nous nous tenons à exprimer avec les sentiments révolutionnaires les plus profonds et la plus grande admiration nos félicitations aux FAPLANK comprenant les trois catégories de forces, à tous les cadres, combattants et combattantes bien-aimés et à tout notre peuple.

Nous exprimons nos remerciements et nos profonds sentiments de reconnaissance, aux peuples du monde entier, à tous les pays amis, proches et lointains, qui ont soutenu et aidé le plus chaleureusement et de façon continue notre juste lutte depuis le début jusqu'à ce jour. Nous tenons à exprimer nos remerciements et nos profonds sentiments de reconnaissance à tous les pays amis de la grande famille des pays non-alignés qui nous ont soutenus et aidés vivement et chaleureusement. Nous tenons aussi à exprimer nos remerciements et nos profonds sentiments de reconnaissance au peuple américain, à la jeunesse et aux personnalités américaines, épris de paix et de justice, qui ont soutenu et aidé notre juste lutte (...)

«Cette grande victoire historique et prodigieuse que nous avons remportée ouvre devant nous les perspectives d'un avenir radieux et glorieux. Mais dans le processus de notre marche à grande vitesse en avant dans la défense et l'édification de notre pays, il reste encore de nombreux obstacles. Nous devons donc avoir l'union monolithique, lutter avec fermeté et courage en continuant toujours à rehausser l'esprit de combat et à nous en tenir fermement à la position de compter sur nos propres forces. Ainsi, nous pouvons sûrement défendre sans faille le Kampuchea, notre pays bien-aimé, et édifier rapidement un Kampuchea prospère et heureux suivant la ligne d'indépendance, de paix, de neutralité, de souveraineté, de démocratie, d'intégrité territoriale et de non-alignement. C'est là la ferme volonté et l'inébranlable foi de nous tous.

### SOUSCRIPTION

Du 24/4 au 26/4, 4888 F de souscription ont été reçus.

Le 26/4 au matin le total de la souscription s'élevait à 61961,27 F.

### REFUTATION DU CONCEPT DE LA SUPPREMATIE MASCULINE

— Un dossier sur l'émancipation des femmes en République populaire de Chine —

L'histoire d'une milicienne populaire — Des «sièges de bonheur» pour les ouvrières du textile — A travail égal, salaire égal — La conquête du ciel (femmes pilotes) Dans LA CHINE EN CONSTRUCTION, Numéro 3 — mars 1975 —

**CHELLES :****Et s'ils étaient au pouvoir !**

(SUITE)

Lors de la «table ronde» organisée par le SNI, l'UNCAL, le SNES et la CGT au centre culturel de Chelles, deux institutrices ont voulu dénoncer le scandale de l'école maternelle Chappe, où la directrice, membre du P«C»F, a recours à des méthodes social-fascistes à l'égard des institutrices et femmes de service (voir HR du 11-4), et dire qu'elles n'étaient pas satisfaites de ce qu'avait fait à cette occasion le syndicat, en la personne du responsable SNI, membre du P«C»F par ailleurs.

Les organisations présentes qui présidaient le meeting n'ont pas laissé parler les institutrices, prétextant que ce n'était ni le lieu ni le moment de le faire : ceci malgré les protestations véhémentes des institutrices et celles de la salle, notamment des lycéens réclamant la liberté d'expression.

À la sortie, alors que des lycéens et des personnes présentes à la réunion voulaient savoir ce qui se passait dans l'école et demandaient aux institutrices de les informer, le responsable syndical s'en est pris aux institutrices, les menaçant, les calomniant les injuriant... ! Les gens présents ont été pour le moins choqués par la grossièreté de ce «responsable» et ont aidé les institutrices face à ces attaques en dénongant le fait que c'était fasciste de ne pas laisser parler les institutrices — alors que le parti «communiste» français et les organisations qu'il contrôle réclament à grands cris plus de démocratie et le droit à la parole pour tous. Les gens présents ont tiré les conclusions qui s'imposaient : ce ne sont que des paroles, dans les faits, il en va tout autrement.

Il n'a pas cessé de défendre la directrice, pratiquement une «pauvre femme accusée sans preuves...» tout en s'empresant de dire qu'elle n'était plus au P«C»F (ce qui est démenti par la feuille «La Vérité»).

Il a montré aussi qu'il se souciait peu de ce que pensaient les gens présents : cela traduit un profond mépris des masses.

Suite à ce qui s'est passé au Centre culturel, le responsable syndical a convoqué une réunion de sous-section, invitant les instituteurs syndiqués ou non, avec à l'ordre du jour une «affaire d'une exceptionnelle gravité» concernant la Maternelle de Chappe.

Le but du responsable syndical était clair :

— poser les deux institutrices qui ont fait l'intervention en accusées face aux instituteurs : accusées d'avoir voulu mettre le scandale de Chappe sur la place publique **COMME SI LES PARENTS N'ÉTAIENT PAS LES PREMIERS CONCERNÉS !**

— Se justifier de son attitude au centre culturel, en disant qu'il était en colère!

— D'autre part, en axant tout sur le fait que les institutrices n'avaient pas de preuves sur le vol de nourriture notamment, taire les agissements fascistes de la directrice.

d'épaule car les institutrices ont dévoilé les pratiques social-fascistes de la directrice faits à l'appui, faits qui ont été confirmés par des institutrices qui étaient à la maternelle de Chappe l'an dernier et par d'autres qui en avaient entendu parler. Il a bien été obligé de reconnaître à diverses reprises que les institutrices disaient vrai.

LES INSTITUTEURS PRESENTS NE SE SONT PAS TROMPES : pour eux LE SCANDALE c'était bel et bien les agissements de la directrice.

Si bien que le responsable syndical a assuré les deux institutrices du soutien du SNI; Il ne pouvait guère faire autrement !

Encore une fois, ceci n'était qu'un soutien en paroles car le responsable syndical, membre de la cellule Lemarchand des Coudreaux a contribué et accepté un article calomniant les institutrices et blanchissant la directrice dans «Vérité» (journal de cette cellule). Il ne peut plus dire que c'est parce qu'il était en colère !

Correspondant H.R.

**RENNES**

Le premier mai : manifestation  
10h 30, Place de la Mairie, meeting  
à 14h 30, salle omnisports.

**BERRE-L'ÉTANG**

## lettre ouverte de la cellule Pierre Martora du PCMLF aux dirigeants du P«C»F (extraits)

Messieurs,

Depuis quelques temps, les responsables locaux de votre parti ont déclenché toute une campagne contre notre Parti et les militants communistes marxistes-léninistes de Berre l'Étang sous prétexte que nous arrachions, raturions et recouvrons vos affiches. Cette campagne a pris diverses formes, articles dans la presse locale, menaces physiques et intimidations contre certains militants marxistes-léninistes, interdiction faite à certains d'assister à des réunions publiques (curieuses réunions publiques que celles où l'on choisit le public), insultes, ragots... Ce faisant ils en sont même venu à s'attaquer à des personnes n'ayant rien à voir avec notre Parti, à des sympathisants même du P«C»F qui en ont été choqués. Nous pouvons dire que l'action de ces gens-là ressemble à celle de certains sots qui soulèvent une pierre pour se la laisser retomber sur les pieds.

En fait si vous avez ordonné cette campagne c'est dans le but d'intimider nos militants d'une part, dans celui de préparer l'opinion à une agression physique contre eux, à leur interdire la diffusion de la presse marxiste-léniniste sur le marché de Berre.

Quant à intimider nos militants surtout n'y comptez pas.

Nos militants sont des communistes, des vrais, pas de faux communistes embour-

**LA JEUNE GARDE ROUGE No 1 est parue.**

Au sommaire :

— En avant vers la jeunesse communiste marxiste-léniniste de France !

— Entretien avec un «lionceau» du Fath ;

— Appel aux jeunes soldats ;

— Un grand exemple : Oemal Stafa ;

— Les jeunes communistes dans la résistance au nazisme ;

— Pour une école au service de l'indépendance nationale ;

— La jeunesse communiste en Chine ;

— Il s'appelait Nguyễn Văn Troi... ;

— Cambodge : un jeune guide (récit)

— Passez vos commandes : le numéro 2,00 francs.

Adresse : BP 365 — 75064 Paris  
Cedex 02 — CCP 30 226 72 — La Source.

geoisés comme vous les dirigeants du P«C»F. Nos militants sont animés de la même idéologie prolétarienne que les militants de l'ancien PCF lorsqu'il était encore un parti communiste, dont ils continuent les traditions révolutionnaires.

D'ailleurs notre cellule porte le nom de l'un d'entre eux, l'ouvrier agricole Pierre Martora, décédé le 12 décembre 1973; Pierre Martora, son nom est connu de tous les vieux berrois. Ce fut dans les années 30 le fondateur de la première cellule du PCF à Berre, puis de la CGT. Lorsque dans les années 60 il devint évident que votre parti n'était plus communiste, mais était devenu un parti bourgeois, révisionniste, malgré son grand âge notre camarade fut en 1960 le fondateur de la première cellule du PCMLF de Berre, celle qui aujourd'hui porte son nom.

Nos militants s'inspirent de son exemple. Ils ne se laisseront ni intimider, ni séduire. Ils n'ont pas peur de vous, Car vous êtes forts en apparence, vous possédez la mairie, avez des amis au Conseil général, de nombreux permanents et des obligés, de nombreux adhérents, mais en réalité n'êtes plus aujourd'hui qu'un «colosse aux pieds d'argile». Nos militants sont moins nombreux mais mieux armés politiquement et idéologiquement que les vôtres que vous trompez certes, mais de plus en plus difficilement.

**ABONNEMENT**

NOM.....PRENOM.....

ADRESSE.....

(6 mois) : Pli ouvert : 75 F Pli fermé : 172 F

SPÉCIAL LANCEMENT : 10 F ( 1 mois, 22 Nos )

L'Humanité-Rouge, BP 365, Paris cédex 02, CCP La Source 3022672



## NANTES

### Les luttes chez Dubigeon-Normandie.

Depuis le 24 mars, les ouvriers de Dubigeon (entreprise navale nantaise) sont en lutte pour la signature de l'accord d'entreprise 1975.

La direction propose 2 % de progression du pouvoir d'achat pour 1975 contre 7 % en 1974.

Les syndicats réclament 120 F de plus par mois pour tous, divers avantages sociaux et des réductions d'horaires.

Les formes de lutte des travailleurs décidées par les syndicats sont des débrayages tournant qui bloquent le travail du chantier.

Tous les matins, les syndicats font une séance d'information au cours de laquelle ils «proposent» (en fait imposent) les actions du jour : manifestations, distributions de tracts, meetings...

Pas de comités de grève élu par de réelles discussions à la base sur les formes de la lutte. Rapidement la répression patronale s'abat : chômage technique de 5 à 600 travailleurs, remise à la disposition de leurs employeurs des 720 intérimaires du chantier, lock-out de deux jours et enfin lock-out intégral des 2 800 travailleurs jusqu'au retour à une situation normale.

Pour justifier ces mesures la direction monte en épingle des faits mineurs et sans gravité (vols d'un bateau et des bureaux durant les débrayages).

La réplique des syndicats consiste en des manifestations appuyant des délégations syndicales intervenant auprès des pouvoirs publics afin que ceux-ci fassent ouvrir les négociations.

Lors des dernières manifestations, les travailleurs, révoltés par le lock-out, descendent des vitres, et arrachent les grilles de la chambre patronale, brisent les vitrines de deux ou trois officines intérimaires et quelque 300 parkmètres dont ils récupèrent la monnaie.

Les syndicats désavouent ces dernières actions dures, œuvres d'après eux de prétendus irresponsables et de provocateurs. La direction a le droit total à la provocation, la classe ouvrière ne doit pas riposter, ni exprimer sa juste colère !

Plus grave ! Les syndicats ne se solidarisent pas avec les luttes des intérimaires, ni ne les soutiennent. Et pourtant, dès le début de la lutte, 2 à 300 intérimaires s'étaient solidarisés avec les travailleurs en participant aux diverses actions.

Ils refusaient ainsi de jouer le rôle de briseurs de grève, de jaunes que si souvent on leur attribue. C'est suite à une grève de la faim de 5 de ces intérimaires lock-outés-licenciés et un reportage sur eux de l'ORTF locale, que les syndicats créent un comité de soutien dont ils ont la direction exclusive.

La direction de Dubigeon, qui à partir de 1978-80 va subir de plein fouet les effets de la crise actuelle, veut dans les cinq années à venir rentabiliser au maximum l'entreprise : ce qui explique sa position dure et son refus de négocier tout compromis. Après elle avisera, fermera, laissera nationaliser ou mieux elle vendra car ses terrains bien situés près du centre de la ville ont une grande valeur foncière.

La CGT et le P«C»F appliquent leur nouvelle tactique de luttes dures et tout en entravant encore et toujours la développement de la lutte «classe contre classe».

Ainsi, comme ils le firent à Renault, les révisionnistes n'hésitent pas à s'engager et à soutenir une lutte dure afin de détourner les travailleurs de leurs objectifs.

La cellule Lucien Bagrin du P«C»F qui apporte son soutien aux travailleurs ressort de leurs cendres les solutions de feu le programme commun.

Quelles sont ces solutions face aux revendications des travailleurs ?

— un impôt exceptionnel sur les superprofits des sociétés ;

— taxe sur le chiffre d'affaire des pétroliers ;

— nationalisations ....

(cf. tract - avril 75 de cette cellule).

Voilà ce qui doit d'après les révisionnistes satisfaire les revendications des travailleurs de Dubigeon. Le bonze Poperen, membre du bureau politique du P«C»F est même venu à la manière d'un camelot sur une foire, vanter les solutions de ce programme bourgeois à la porte de l'entreprise.

Les révisionnistes veulent plus que jamais canaliser un mouvement qui pourraient leur échapper.

Aux ACB, Ateliers et chantiers de Bretagne, entreprise navale voisine de Dubigeon, une situation analogue se développe sur le même problème de la signature de l'accord d'entreprise 1975.

Un ex-intérimaire de Dubigeon et un intérimaire lecteur de l'Humanité rouge.

## TOULOUSE — 3 mois de grève à Badin.

Depuis les dernières informations parues et le lancement d'une campagne de solidarité, la grève s'est heurtée à de nombreuses difficultés.

La première résulte de la politique du P«C»F vis à vis de la classe ouvrière : utiliser la colère des masses et la volonté de lutte pour pousser au pouvoir une poignée de traîtres, valets de la politique impérialiste de l'URSS. Bien sûr, organiser la solidarité, réaliser l'unité entre les usines en grève, permettre aux travailleurs de s'exprimer, impulser des actions efficaces, il n'en est pas question !

Les grévistes de Badin, eux, sont allés d'usine en usine expliquer leur lutte, l'importance du soutien de tous... Des propositions d'action ont été faites. Certaines usines ont répondu favorablement. Mais partout où l'influence révisionniste est grande, tout au plus un sourire par devant, mais par derrière, les calomnies, le sabotage des collectes. Ainsi aux papeteries de Lacourtenour en grève, à la journée «porte ouverte», les grévistes de Badin, aux quels les dirigeants CGT avaient refusé qu'ils participent à la journée, sont quand même venus apporter leur soutien, un des dirigeants CGT tente de les chasser avec des coups. Cependant il devra s'incliner devant l'opposition des travailleurs à ces procédés.

Ce même jour des viticulteurs de l'Aude (comité d'action viticole) apportent au vin aux grévistes. Ils ont juste le droit de le poser et de repartir. Expliquer leur lutte et parler aux grévistes, non !

Puis pour le 22 avril fait organisé par les UD CGT et CFDT un rassemblement

devant la préfecture pour exprimer le mécontentement des travailleurs à la politique d'austérité du pouvoir. Il semblerait évident que les grévistes puissent s'y exprimer. Eh bien non ! Tel est le diktat des révisionnistes devant lequel s'incline la CFDT. Les autres difficultés sont dues au conflit lui-même. L'état capitaliste veut casser la grève : les flics viennent nous sortir de l'usine en disant «qu'on était licencié» ! Alors que aucun licenciement n'avait encore été décidé par l'administration.

Quelques jours plus tard six licenciements sont décidés pour nous intimider ; face à cela notre position est très claire : pas de marchandage de nos revendications, le retrait des sanctions est un préalable.

Les licenciements et l'intervention des flics avaient pour but de préparer le terrain à un redémarrage de l'usine sans nous. Mais grâce à notre présence continue sur les lieux, par les actions passées et le soutien acquis de bon nombre de travailleurs ils n'ont pu que modifier à peine un rapport de force en notre faveur : en quelques semaines la quasi totalité des commandes étaient parties !

La menace de liquidation ne nous a pas effrayés : il faut tenir jusqu'au bout. Le jeu de l'adversaire était de dire : Pas d'avenir à l'usine si vous ne reprenez pas le travail, on va liquider l'usine et vous perdez tout.

D'ores et déjà, l'adversaire a cédé sur ce point. Après trois mois d'un silence complet qui avait pour but de nous démoraliser, un boycott de la presse de toutes les questions concernant l'avenir de l'usine, malgré aussi une politique de porte close partout où on

s'adressait, aujourd'hui l'administration et le nouvel acheteur ont admis : pas de solution hors d'un rapport direct entre les grévistes et la nouvelle direction. Et le préalable du retrait des licenciements est en passe d'être accepté.

Face à un état prêt à toute mesure fasciste pour casser la résistance de la classe ouvrière avec l'appui des révisionnistes, seule l'action de classe et la solidarité paient.

Après trois mois de grève il y a des espoirs de solution mais la grève n'est pas finie. Nous ne devons pas nous en remettre aux «promesses de négociations». Aujourd'hui un coup de force est encore possible contre les grévistes et nous devons y être prêts : pas de liquidation, pas de reprise sans nous ! Déjà une campagne est lancée pour une solidarité active et prépare une riposte efficace en cas de coup dur. Une première action sur la chambre de commerce a déjà montré la combativité et la détermination de ceux qui luttent avec les travailleurs de Badin. Un meeting est préparé pour le premier mai. Nous sommes déterminés à repousser toute nouvelle offensive contre nous.

Forts du soutien d'un grand nombre de travailleurs, nous pouvons obtenir ce qu'il n'y ait pas de licenciements et les augmentations de salaires que nous réclamons.

Il nous faut lutter contre la propagande effrénée des révisionnistes qui veulent détourner les travailleurs en grève vers leur fausse solution (une politique au service du social-impérialisme) contre la démobilisation et le sabotage.

Correspondant H.R.